

Subsides

nus des ouvriers. Au Tiers Monde, ils sont devenus les sous-employés. En conséquence, les pays en voie de développement manquent actuellement de marchés intérieurs, même si certaines régions jouissent d'une technologie avancée et d'une forte productivité. «Dans le modèle colonial, l'industrialisation emploie moins de travailleurs qu'elle ne ruine d'artisans», remarque Amin. En conséquence, les pays en voie de développement ne peuvent avoir que des économies exportatrices, qui n'ont pas les avantages d'intégration nationale et d'auto-accélération que la tendance à la croissance confère aux économies avancées.

A la conférence scientifique du Pacifique, tenue l'été dernier, le Dr Moises Behar en a cité un exemple frappant. Au Guatemala, disait-il, les Mayas avaient édifié une civilisation homogène sur le maïs et le haricot, complétés par les fruits, les légumes et la chair des animaux sauvages. Ils cultivaient des clairières arrachées à la forêt, qu'ils abandonnaient ensuite pour défricher ailleurs, permettant ainsi à la forêt de se reconstituer. Mais lorsque l'Européen est venu, il a rasé la forêt pour cultiver le café et élever le bétail, détruisant ainsi la vieille économie autarcique. Kissinger et ses émules soutiendraient qu'il y a eu investissement. En réalité, cela n'a fait que retarder l'évolution de la société prise dans son ensemble.

Aujourd'hui, les tendances en ce sens sont renforcées par les mouvements de capitaux internationaux, qui exportent des technologies exigeantes en capital vers le Tiers Monde. En créant des enclaves de modernisme et en bouleversant l'ordre ancien, elles ouvrent la voie non pas au développement, mais au sous-développement permanent et à la dépendance des économies avancées.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais il a épuisé son temps de parole.

M. Hogan: Je n'en ai que pour deux minutes.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Cela ne peut se faire qu'avec le consentement unanime. La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Hogan: Il va de soi que le Tiers Monde augmentera un jour sa capacité de production industrielle. Les multinationales créent de plus en plus d'usines dans les pays en voie de développement. On peut même compter que ces pays prendront en main ce qui a déjà été en Occident des fonctions industrielles de pointe. Mais à cause uniquement de ce que les industries nouvelles—informatique, électronique et autres—prennent la tête dans les pays riches.

On peut être assuré que si les pays pauvres se voient confier la mission de produire par exemple de l'acier, c'est que la sidérurgie perd de l'importance et voit baisser ses marges bénéficiaires. De plus, la sidérurgie implantée dans le Tiers Monde sera organisée de telle sorte qu'elle n'entraînera pas de développement intégré. Il ne s'agit pas là d'un complot des ploutocrates, mais des conséquences mêmes de la structure du marché mondial et des divers pays qui y concourent. Comment le Canada, les États-Unis et les pays industrialisés se proposent-ils de dégager cette triste réalité?

Comme le temps file, je dois couper court, mais je tiens à souligner que même si cette discussion peut sembler théorique dans cette enceinte sacrée, elle revêt une importance considérable pour les Canadiens des générations montantes. Nous pensons que nous pouvons vivre dans un monde où les trois quarts des hommes ne disposent que d'une infime partie des ressources. Nous pensons pouvoir nous

[M. Hogan.]

retrancher, entre riches, et nous protéger contre les autres. Il y a aussi des députés en face qui nous disent de ne pas nous inquiéter de la vente de réacteurs nucléaires, de plutonium et ainsi de suite. Ils devront repenser à tout cela en face de la jeune génération.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a fait une visite de trois jours en vue de stimuler le commerce avec Hong Kong et l'Indonésie. Sauf erreur, entre les deux, il y a un pays appelé le Vietnam. Celui-ci a grandement besoin de reconstruction, de matériaux de construction de toutes sortes. Au cours de son voyage, pourquoi le ministre et ses hauts fonctionnaires n'ont-ils pas officiellement ouvert des négociations en vue d'échanges commerciaux qui seraient, à l'avenir, à l'avantage des deux pays? Chose curieuse, le Japon entretient des rapports étendus avec le Vietnam et pourtant nos dirigeants n'ont même pas pris le temps d'aller nouer des relations avec ce dernier ni de discuter des possibilités de faire des échanges commerciaux.

● (2030)

[Français]

M. Marcel Roy (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le président, il me fait plaisir de prendre la parole à l'occasion de ce débat se rapportant à la motion présentée par l'honorable député de York-Simcoe (M. Stevens).

Mais après avoir entendu les éminents collègues qui m'ont précédé, j'en arrive à une comparaison entre une «économie centralisée» et une «économie décentralisée». L'économie centralisée est l'État qui est le seul centre de décision. Il indique aux entreprises quoi produire et comment le produire. Il fixe la période de temps nécessaire à la réalisation des objectifs et détermine la structure et également la marge des salaires. Les mécanismes de coordination de l'économie planifiée sont réalisés par un «plan d'État» qui se substitue justement au marché. Ce n'est pas le consommateur qui oriente la production, c'est l'entreprise qui produit d'après le plan défini par l'État, et non en relation à la demande.

Je crois que nous, au Canada, nous croyons à l'entreprise privée. Nous croyons surtout à une «économie décentralisée». La régulation de l'économie s'opère par le marché, et non par une autorité centrale en fonction d'un objectif, d'un plan.

En grande partie, l'administration des ressources au Canada est déterminée par les forces du marché. Mais en entendant, cet après-midi, les honorables députés de l'opposition, le ministre a dit qu'ils semblaient parfois être diamétralement opposés. Ceci je l'aurais cru en voyant l'honorable député de York-Simcoe. Lors de la récente convention, il s'est joint au clan complètement opposé au principe et à la philosophie qu'il a toujours préconisés à la Chambre, car il s'est rallié au parti du chef de l'opposition officielle (M. Clark) plutôt qu'au parti de M. Wagner. Comme le disait le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) cet après-midi, ils sont réellement divisés, ils sont diamétralement opposés. Mais je croyais plutôt, madame le président, que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) et le député de York-Simcoe n'étaient pas tellement diamétralement opposés, mais plutôt qu'ils ignoraient les mêmes choses relativement au même sujet.

Alors, parce qu'ils ignoraient les mêmes choses, ils ont eu des opinions qui ne visaient pas le même objectif.

Il est difficile pour le gouvernement canadien d'établir des priorités en répondant aux nombreuses requêtes qui lui sont adressées. Aussitôt que quelqu'un dit que le marché